

Quel parti communiste?

La désaffection vis-à-vis du parti communiste touche tous les partis politiques et bien souvent n'épargne pas les autres types d'organisation. Cela implique de nous interroger sur les formes actuelles d'organisation.

Disons d'emblée que la primauté attribuée au mouvement populaire ne conduit pas à cultiver une espèce de spontanéité qui permettrait de faire l'économie de toute forme de parti politique. Et si le communisme demeure notre visée et notre identité collective, ce vocable de communiste ne peut disparaître de l'identification de l'organisation dont nous avons besoin.

De la même manière que nous interrogeons nos conceptions de la politique et de la transformation révolutionnaire de la société à la source, nous avons besoin d'interroger les fondements même de nos conceptions d'organisation.

Historiquement, les partis politiques, y compris le notre, ont été conçus de manière à obtenir le soutien des intéressés ce qui veut dire incluant avec les hommes et les femmes des rapports de guide à guidé(e)s et de substitution, se croyant devoir penser et agir au service des gens mais aussi à leur place. Être reconnu par ses qualités comme jouant un rôle dépassant la soumission sociale initiale, c'est-à-dire aussi la soumission qu'acceptent d'autres, nourrit à la fois l'aspiration à la transformation mais aussi à l'élévation sociale : sortir du lot commun. L'objectif que représente la prise du pouvoir vient parachever ce processus d'ascension sociale et le mental qui en fait partie. Et la recherche de crédibilité dans ce domaine a conduit à un enfermement dans le cadre institutionnel. L'hypertrophie de l'état et de l'espace institutionnel comme lieux où tout se réalise, a conduit à réduire les « non membres » du parti en activiste d'une pensée élaborée sans eux ou à de simples bénéficiaires de l'activité du PCF. (La dissociation entre politique et social date de ces principes et n'était ni chez Marx ni dans la première internationale). Ces conceptions ont été conçues dans le cadre de stratégies de prises de pouvoirs réservées à des élites qui se considèrent comme une armée - ce n'est pas qu'une image, il n'est que lire « Que faire ? » de Lénine-, au service des masses populaires mais toujours en s'y substituant. « La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur ». Disons tout de suite que l'on peut trouver des conceptions analogues chez Babeuf ou Saint-Just. Après la mort de Marx, cet ensemble s'est retrouvé aussi bien dans la social-démocratie que chez Lénine pour déboucher sur la séparation du social et du politique.

Cette double caractéristique : visée du pouvoir et se distinguer des autres, fait partie intégrante de l'organisation. Elle permet l'élévation intellectuelle de salariés, d'exploités ainsi qu'une dignité nouvelle mais aussi conduit à produire en elles de « l'indiscutable », du consensuel et du conformisme. Ce mode a géré tout le système de relations aussi bien extérieur, qu'interne. Il a contribué à rendre indissociables savoirs, engagement et pouvoir accaparé. Pouvoir des communistes parlant au nom de tous les exploités, pouvoir des dirigeants sur les autres. Ce n'est pas sans conséquences stratégiques : inconsciemment, le parti est pris dans une culture dominante qui hypertrophie et isole le rôle des institutions au détriment du rôle des mouvements populaires. C'est oublier que les grandes réussites du XX^e siècle ont pu exister lorsque le peuple bousculait, et plutôt rudement, le fonctionnement des institutions.

Cette même conception a survalorisé un centre détenteur de pouvoirs, toujours calqué sur l'idée que l'on se faisait de l'état, au détriment de la créativité de chacune et de chacun. Malgré bien des efforts, notamment ces dernières années, fondamentalement, dans la vie, elle demeure et est perçue par la population. Disons que nous avons tenté de la repenser par « petits bouts » ou par les statuts qui ne sont jamais que le règlement intérieur d'un outil alors lui-même non repensé. Un travail plus profond et plus cohérent est indispensable. Il y a tout

de même un paradoxe à voir tant d'hommes et de femmes et de jeunes contestant profondément le système de vie, nous considérer comme faisant partie du système ; et tout ne vient pas des années 97- 2002, cela dure depuis plus de 20 ans.

Plus, le rétrécissement de l'espace occupé par le PCF a nourri depuis les années quatre-vingt une réactivité des réflexes d'appareil ou de centralisations. Or si ces caractéristiques avaient été conçues dans un souci d'efficacité politique, force est de constater aujourd'hui, leur inefficacité et même la manière dont elles sont génératrices d'érosion.

Un double facteur est à l'origine de ce divorce : l'autonomisation croissante des personnes et (ou qui conduit à) le fait qu'une démarche autogestionnaire ne centre pas tout sur le pouvoir d'état, même s'il demeure pour un temps long décisif, mais sur la constitution progressive d'espaces d'appropriation et de création de pouvoirs de conception, d'élaboration et de mise en oeuvre par les intéressés eux-mêmes.

Nous avons besoin de préciser le rapport rassemblement et apport spécifique du parti. Nous confondons trop le parti avec ses objectifs. Or, il n'est pas toujours instrument de mesure pour apprécier mouvement de masse, ni la Résistance, ni la lutte contre les guerres coloniales, ni 68 n'ont pu se passer de lui, mais n'ont été ou de sa seule initiative et même, il lui est arrivé, ce qui ne me semble pas une anomalie, de ne pas être à l'origine de tel de ces mouvements. Là où il y a problème c'est lorsqu'il est réticent devant un mouvement qu'il n'a pas initié. En réalité, aucun parti ne peut avoir l'illusion d'être le point de départ ou « le père » d'un mouvement d'ampleur collective pouvant devenir majoritaire. Il ne peut se faire reconnaître en annonçant qu'il est « le meilleur » en quoi que ce soit. C'est un héritage de « l'avant-garde décrétée ». C'est aux autres de dire ce qu'ils pensent de nous. Le leur suggérer est le meilleur moyen de les braquer.

Un autre facteur est à prendre en compte : la crise du partisan. L'histoire nous lègue la croyance d'être la seule force organisée productrice de transformation sociale. Elle nous lègue ainsi un fort sentiment d'appartenir à communauté, à la fois du fait de la conception de la « prise du pouvoir », de la notion d'avant-garde, de l'accès à la culture que le militantisme révolutionnaire a permis, des faillites de la social-démocratie et des périodes de répression. Ce sentiment d'appartenance, ce que l'on appelle encore parfois « l'esprit de parti » a été un ciment et un stimulant incontestables mais c'était de fait, aussi un moyen de se distinguer des autres, puis progressivement source d'isolement, en tout cas de dissociation des autres. Or, aujourd'hui, la notion de « tous ensemble » non seulement n'a rien de consensuelle mais est une expression d'un « sentiment de classe » qui se reconstruit. Ne pas être perçu à tort ou à raison dans ce « tous ensemble » équivaut à une perte de rôle politique. J'ajoute que la puissance de ce sentiment d'appartenance rend le vote communiste absolu et donc difficile et sélectif.

Comment ces caractéristiques peuvent déboucher sur une nouvelle efficacité? Partons du principe qu'il n'y aura aucune efficacité sans respecter ces aspirations et évolutions humaines. C'est donc autour d'elles qu'il nous faut repenser l'organisation politique. On m'oppose souvent que l'évolution des gens est contrastée et que des réflexes délégués ont encore de beaux jours devant eux. C'est incontestable. Mais, à mon sens, la question ne se pose pas tout à fait ainsi. Dans les comportements, il y en a qui sont porteurs de dynamiques politiques et d'autres qui ramènent de toutes façons vers les forces d'intégration à la société. De ce point de vue, les ressorts de ce qui peut être le vote communiste et les attentes du vote PS ou, sans les amalgamer, du vote FN, ne seront jamais les mêmes. Et, travailler le registre délégué, fait voter PS, quand bien même on passe tout son temps à dire du mal de lui. Je pense qu'il n'y aura plus de vote massif communiste qui ne résulte pas d'une prise de conscience d'accès à des pouvoirs possibles. C'est donc cette fibre là qu'il faut travailler. J'ajouterai que désormais, le parcours le plus largement répandu pour venir au combat

révolutionnaire, sera le regard porté sur nos comportements aussi bien externes qu'internes. Ce n'est pas à prendre comme un pis-aller mais au contraire comme le fond de la transformation sociale. A partir du moment où elle ne se produit plus par le sommet, alors on revient à Marx qui considère le capitalisme comme un ensemble de rapports sociaux et l'émancipation non pas comme un produit tout fait, mais comme des changements de rapports sociaux. Inconsciemment, l'époque nous y ramène. Cela change et la fonction et la conception du parti. La fonction : il ne prend pas le pouvoir même pour le restituer aux gens ; il favorise tout de suite des rapports d'émancipation dans et par la lutte révolutionnaire. La conception : il ne se conçoit lui-même que comme aidant les gens «à apprendre à se passer de lui » si je puis utiliser une image. Ce sont eux qui doivent devenir pouvoir.

Au-delà du rassemblement, nous avons besoin de travailler le profil d'un projet communiste. J'ai souvent dit qu'il ne pouvait se mener qu'au sein du parti. Nous avons donc besoin de rendre moins rigide la frontière entre qui est à l'intérieur du parti et qui est à l'extérieur. L'expérience montre que nous ne pouvons nous-même élaborer et agir en considérant que l'apport des « non -membres » du parti ne viendrait qu'après. Cela nous a fait rater de nombreux rendez- vous avec les évolutions de la société. Cela ne retire en rien le pouvoir décisionnel de ses membres mais leur permet de mieux instruire la décision. A plus forte raison pour considérer que celles et ceux qui éprouvent le besoin d'une organisation rassemblant tous les communistes participent aux réflexions qui contribueront à son existence.

Être communiste doit-il être signalé par l'appartenance au parti qui aurait ainsi « le monopole » de la représentation et de l'action communistes, ou au contraire devons-nous considérer qu'il y a parti communiste parce que des hommes et des femmes s'associent souverainement pour donner cohérence et force collective à leurs activités politiques? Le rapport Parti- société et le rapport individu -collectif, le rapport « centralité » (je ne dis pas « centralisme ») et individualités, la manière de produire de l'en commun ne sont pas les mêmes suivant la réponse.

Il est difficile de prétendre revoir ce qu'est le PCF sans aborder les questions de pouvoirs en son sein.

Produire du savoir et de l'en commun peut-il se faire à partir d'un centre omniscient? Je n'en fait pas une caricature, mais on doit bien mesurer que ce qui au départ est une recherche d'efficacité finit trop souvent en absence d'écoute et fascination pour l'ascension sociale. La difficulté réside certainement dans la construction d'un type d'efficacité qui repose davantage sur la multiplicité des approches. Là encore l'expérience montre que d'être majoritaire ne garantit pas à une idée d'être juste ni de devoir être immuable. C'est pourquoi avant que de déboucher sur une majorité, l'objectif du débat est de permettre une construction qui ne peut par définition être univoque. Le débat doit partir du principe que les différences d'avis peuvent n'être que des moments d'approches différents et sont dépassables par une confrontation collective plus riche et plus libre sans pour autant déboucher sur un consensus mou. La prudence voudrait aussi qu'aucune idée ne soit considérée comme entièrement dépourvue d'intérêt et définitivement minoritaire. Il n'y a pas de novation sans contestation des acquis collectifs. Tant que la diversité est vécue comme une entorse à une orthodoxie, même tolérée et gênant la cohésion de l'action, le risque du dogmatisme et de la sclérose nous guette. Si la diversité est incluse dans le collectif, le message du parti peut être clair sans être monocorde. L'intérêt d'un message est qu'il soit perçu : il serait étonnant qu'il y ait une diversité d'approche dans le parti qui ne se retrouve pas dans une diversité d'écoute dans la société.

La légitimité joue un grand rôle au parti communiste. Mais qui la produit? Aujourd'hui, dans notre culture collective, elle résulte du label que lui donne le ou la première dirigeant(e). Nous lui conférons de ce fait un rôle exorbitant. Et ne nous cachons pas que si nous ne vivons plus soudés par la discipline, nous le demeurons souvent par un certain conformisme. Tous les électors potentiels n'ont donc pas le même rapport à l'autorité. C'est parmi les plus contestataires de la société que

se génère le plus une culture qui rejette toute dépossession de son libre arbitre et de sa capacité à maîtriser son sort.

C'est la base d'une verticalité qui s'avère incompressible et qui engendre du conformisme et du conservatisme ainsi que des phénomènes de courbages dommageables à la mobilité d'esprit, à la prise de risques et à la sincérité des engagements et des rapports au sein de l'appareil. Ces comportements hiérarchisés sont contraires aux rapports sociaux qui tendent à se développer notamment parmi les générations plus jeunes et les mouvements sociaux. Nous avons besoin de travailler à des structures de direction réellement collégiales. Si les liens qui unissent les communistes entre eux est la détermination de chacun, alors tout ce qui prétend centraliser les pouvoirs soit reste inefficace soit n'ose pas apparaître et dans les deux cas l'absence de direction se fait ressentir. Ainsi les responsables nationaux et départementaux ont pour fonction de mettre entre les mains du plus grand nombre les éléments de connaissance, d'information et les propositions d'initiatives qui permettent à chacun d'accéder à sa part de pouvoir et qui fasse de l'action communiste déjà un moment d'émancipation et de transformation des rapports sociaux.

Si nous prenons en considération la crise d'autorité et de légitimité qui frappe tout l'appareillage institutionnel nous mesurons que nous ne pouvons nous inspirer d'aucune conception d'organisation que ce soit et qu'il nous faut inventer un nouveau type de mise en commun des énergies et des savoirs. C'est à ce titre qu'une conception "parti" peut retrouver de l'avenir. Les rapports de l'autonomisation de l'individu et de l'organisation collective doivent être travaillés. Aujourd'hui, ils sont essentiellement vécus comme antinomiques. Le collectif offre incontestablement la dimension d'une force et l'individuel ne se limite pas à une demande de « liberté » mais offre la dimension de l'initiative et de la diversification des parcours. De ne pas résoudre cette contradiction débouche sur une véritable crise d'efficacité. Comment ces deux dimensions peuvent-elles désormais s'intégrer l'une à l'autre ?

3. Quel processus de transformation ?

Partons de la réalité telle qu'elle s'impose à nous: ce qu'est le parti existant et la manière dont il a été échaudé par la période 1997-2002. Et même avant cette période, chaque avancée a été présentée comme un abandon de son histoire plus que comme une avancée rendue possible par l'expérience. L'histoire du communisme n'avait pas commencé en 1920, la révolution d'Octobre et la faillite de la social-démocratie ont été des événements qui ont suffisamment labouré les réalités sociales et idéologiques pour qu'une étape soit alors franchie. Il en va de même aujourd'hui : la crise du capitalisme, les bouleversements anthropologiques liés à « la société informationnelle », le bilan à tirer de la faillite du système bolchevique mais aussi le maintien et l'actualisation possible d'une visée communiste nous permettent aujourd'hui de nous appuyer sur nos acquis pour redéfinir l'espace et l'organisation communistes. C'était le sens de l'appel lancé au dernier congrès ; l'atelier qui en a découlé a commencé à travailler mais les possibilités de rassemblements et les recherches qu'elles supposent s'accroissent, nous ne pouvons continuer à avancer au rythme envisagé au lendemain de 2002. L'appel à construire une maison commune des énergies communistes, s'appuyant sur la notion de « force communiste telle que nous l'avons dégagée au congrès de 1996, peut déboucher sur un changement radical de vitesse et d'ambition. Le parti lui-même pourrait être, avec d'autres, - sinon nous resterons seuls comme à Martigues -, à l'origine d'un appel permettant son propre dépassement. Cet appel résulterait d'une démarche élaborée par l'ensemble des militants. Je sais que certains ne manqueront pas alors de prendre le drapeau de la défense de la maison, mais je ne pense pas que l'on puisse trouver un espace consensuel entre eux et des attentes à notre égard qui se sont renouvelées mais qui ne dureront pas éternellement. D'autant que des camarades parmi ceux qui sont le plus disponibles à l'égard de ce type de démarche commencent à s'user et continuent à prendre

des distances. Il ne faudrait pas que ne restent au parti que ceux qui trouvent qu'il n'est nul besoin de changer quoi que ce soit. De plus, je suis persuadé que pour une part importante la remontée de notre influence, y compris électorale, est liée dès à présent à la démonstration de notre capacité à nous transformer.